

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
35e séance
tenue le
lundi 26 novembre 1990
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 35e SEANCE

Président : M. MAYCOCK (Barbade)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/45/SR.35
28 novembre 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite) [A/45/30 et Add.1; A/C.5/45/23, A/C.5/45/24, A/C.5/45/29 (également le point 118 de l'ordre du jour) et A/C.5/45/43 (également le point 128 de l'ordre du jour)]

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES (suite) [A/45/9 et A/45/699; A/C.5/45/7, A/C.5/45/22 et A/C.5/45/43 (également le point 127 de l'ordre du jour)]

1. M. KOULYK (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que, le Soviet suprême de la RSS d'Ukraine ayant proclamé la souveraineté de la République, l'Ukraine doit à présent réaménager sa fonction publique sur des bases nouvelles. Aussi, observe-t-elle avec un intérêt particulier les arrangements méthodologiques et pratiques adoptés au sein du système des Nations Unies pour s'en inspirer. Au cours de l'année écoulée, la CFPI a adopté une série de recommandations importantes. La délégation ukrainienne en appuie un grand nombre, comme celle qui a trait au relèvement des indemnités payables aux agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées au titre d'un enfant handicapé, pour n'en citer qu'une seule parmi bien d'autres. Cela étant, il y a aussi des recommandations qu'elle juge contestables soit sur le fond, soit du point de vue des incidences financières. Elle constate que le rapport détaille les coûts pour chacune des recommandations mais qu'il n'indique pas leur coût global, à la différence de certaines années antérieures. Si l'on additionne les incidences financières, on obtient ainsi une somme totale de 24,6 millions de dollars, ce qui représente plus de 1 % du budget ordinaire de l'ensemble des organismes des Nations Unies. Ce chiffre dépasse largement le montant total des incidences financières enregistrées les deux années précédentes.

2. Outre les considérations financières, la délégation ukrainienne souhaiterait trouver dans les futurs rapports de la CFPI des données sur le nombre des fonctionnaires qui seraient touchés par telle ou telle recommandation. Les décisions concernant essentiellement des personnes, il est important de mettre en évidence le "facteur humain".

3. Pour faciliter la compréhension du système de rémunération dans les rapports annuels, il pourrait être utile d'inclure des indices quantitatifs qui illustreraient ses principales caractéristiques, à savoir : a) le montant de la rémunération annuelle globale versée dans les organismes des Nations Unies et ses principaux éléments; dans le cas des administrateurs, le traitement de base, les indemnités de poste, les allocations-logement et une moyenne, par exemple la rémunération médiane; dans le cas des agents des services généraux, le montant global des paiements effectués et le traitement annuel moyen; b) des données analogues pour les villes sièges et les principaux lieux d'affectation; et c) une indication générale de l'évolution des indemnités de poste, qui constituent l'élément le plus mobile de la rémunération.

4. En ce qui concerne l'allocation-logement, en l'absence de données plus complètes, il sera difficile d'appuyer la recommandation de la CFPI, qui implique une dépense supplémentaire de 4,8 millions de dollars par an. Lorsque le système

(M. Koulyk, RSS d'Ukraine)

des allocations-logement avait été introduit, on avait fait valoir qu'il permettrait de réaliser des économies à terme. Il serait intéressant de savoir dans quelle mesure ces suppositions étaient justifiées. Les recommandations sur le montant de l'indemnité pour frais d'études ne sont pas non plus suffisamment étayées. Quant aux enquêtes sur les conditions d'emploi des agents des services généraux en poste à New York, à Rome et à Londres, si l'on ne peut pas contester la nécessité de réévaluer les traitements de cette catégorie de personnel, d'une façon générale, on ne trouve pas dans le rapport de la Commission une véritable augmentation, avec des chiffres à l'appui, qui puisse justifier pleinement les mesures qu'elle propose.

5. Sur la base de ces considérations, le délégation ukrainienne pense qu'il est nécessaire de réfléchir à de nouvelles propositions. On pourrait les examiner lorsqu'on élaborera une résolution sur la question considérée ou directement dans le cadre des délibérations de la Commission. A cet égard, elle souhaiterait faire deux propositions concrètes. Premièrement, on pourrait élargir les fonctions de l'organe subsidiaire de la Commission - le Comité consultatif pour les questions d'ajustement (CCPQA) - pour lui confier l'examen de certaines questions importantes qui exigent des travaux préparatoires plus poussés. Ses attributions initiales ont déjà été élargies lorsqu'il a été chargé d'étudier des questions liées au système des pensions ou l'allocation-logement. Pour alléger la charge de travail de la Commission, qui tient des sessions déjà très longues, il pourrait se pencher sur le problème de la rémunération des agents des services généraux et d'autres questions.

6. En deuxième lieu, la délégation ukrainienne propose d'établir un mécanisme de contrôle pour le calcul des indemnités de poste. Cet élément de la rémunération nécessite un très grand nombre de mesures et implique une dépense totale de près de 300 millions de dollars chaque année pour l'ensemble du système des Nations Unies. Il s'agirait par exemple d'un organe composé de membres du CCPQA et du secrétariat de la CFPI, qui pourrait se limiter le cas échéant à des sondages aléatoires pour vérifier l'exactitude des renseignements communiqués. Les dépenses supplémentaires à engager à cette fin ne dépasseraient pas 10 à 15 000 dollars par an et elles seraient largement récupérées.

7. La délégation ukrainienne attend avec intérêt les résultats de l'étude sur le fonctionnement de la CFPI prévue pour 1991, car elle devrait révéler des possibilités intéressantes pour améliorer et intensifier les travaux de la Commission, ou même les modifier radicalement.

8. Mme SHEAROUSE (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que la principale tâche assignée à la CFPI au cours de l'année écoulée était de terminer les travaux sur l'étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Cette étude avait un objectif double : a) fournir une base méthodologique solide pour établir un régime de rémunération compétitif au sein du système des Nations Unies et b) simplifier ce régime pour le rendre plus transparent et plus compréhensible. Sa délégation est déçue de constater que cet objectif n'a été pleinement atteint sur aucun des deux points. Au lieu de jouer un rôle novateur, la CFPI s'est contentée - à quelques exceptions près - de

(Mme Shearouse, Etats-Unis)

modifications marginales et ponctuelles qui entraînent des coûts supplémentaires et ne simplifient rien. Bien que l'étude approfondie soit théoriquement achevée, la délégation américaine juge nécessaire de poursuivre les efforts pour améliorer et simplifier le système de rémunération. Elle est très contrariée de voir que l'état des incidences sur le budget-programme liées au rapport de la CFPI fait apparaître des dépenses supplémentaires avoisinant 15 millions de dollars.

9. Les Etats-Unis ont retenu trois critères pour évaluer les modifications que l'on propose d'apporter aux traitements et indemnités dans le cadre du régime commun : a) l'équité; b) la clarté et la concision des principes adoptés; et c) le rôle approprié dévolu aux Etats Membres dans le processus de prise de décision. La Commission a recommandé de maintenir pour l'instant l'élément logement dans le cadre du système d'ajustements, excepté pour les lieux d'affectation hors Siège, où il est difficile, voire impossible, d'effectuer des comparaisons valables. En ce qui concerne les lieux d'affectation du Groupe A, l'idée d'utiliser des sources extérieures de données pour l'ajustement périodique de l'élément logement est intéressante. La délégation des Etats-Unis souhaiterait savoir plus précisément comment on élaborerait les critères envisagés, par exemple pour la distance du lieu de travail et la proximité des commerces. S'agissant des lieux d'affectation du Groupe B, elle appuie les arrangements qui seraient appliqués à titre expérimental mais conserve néanmoins quelques doutes.

10. Les modifications proposées pour le système d'allocations-logement sont difficiles à accepter. Malgré certaines "injustices", le système actuel est généreux puisqu'il couvre jusqu'à 40 % du montant effectif des loyers. La dégressivité des remboursements et leur limitation dans le temps visent à produire un effet de dissuasion. Si l'on supprime ces deux éléments, l'allocation se ramène à un simple complément de traitement. En tout état de cause, la délégation américaine conteste également les critères qui régiraient l'octroi de l'allocation, notamment ceux énoncés aux alinéa viii) c) (modification de la taille de la famille) et viii) e) (fonctionnaires souhaitant quitter un logement ne répondant pas aux normes définies) du paragraphe 95.

11. La recommandation selon laquelle les chefs de secrétariat seraient autorisés à approuver le versement d'une allocation-logement majorée aux fonctionnaires ayant rang de sous-secrétaire-général ou de secrétaire général adjoint ou occupant un poste de rang équivalent [par. 124, al. b) i)], risque d'entraîner des abus et des disparités dans l'octroi des allocations. La délégation des Etats-Unis ne pense pas qu'il soit opportun de laisser à chaque organisation le soin d'élaborer des directives précises pour les dispositions qui s'appliqueraient aux fonctionnaires de rang supérieur en matière de logement. Elle préférerait des directives uniformes à l'échelle du système. De même, l'adoption d'une position commune sur la question des indemnités de représentation (impliquant un certain contrôle) permettrait de s'assurer que ces indemnités sont utilisées à bon escient et pas simplement comme un complément de traitement.

(Mme Shearouse, Etats-Unis)

12. Le régime commun ne peut être préservé que si les organisations participantes manifestent concrètement leur attachement aux règles et aux procédures établies. Dans cet esprit, les Etats-Unis déplorent la pratique en usage à l'OIT et à l'OMS qui consiste à instituer des échelons supplémentaires dans le barème des traitements pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et la non-adhésion aux barèmes recommandés pour les catégories des services généraux et les catégories apparentées. Elle appuie la recommandation correspondante de la Commission. En revanche, celle qui concerne l'octroi d'une allocation en espèces (par. 162) pour récompenser le mérite lui semble prématurée. Ce type d'allocation suppose un système d'évaluation adéquat. Or, la Commission ne s'est pas penchée sur la question. La délégation des Etats-Unis considère que les entorses faites au régime commun doivent être portées immédiatement à l'attention des organes directeurs concernés. Elle appuie par ailleurs la décision de la Commission relative à l'OMPI.

13. En ce qui concerne les considérations liées à la marge, le fait d'autoriser un flottement à l'intérieur de la fourchette établie irait à l'encontre de la décision récemment adoptée par l'Assemblée, qui stipule que les traitements des fonctionnaires des Nations Unies ne doivent pas dépasser les traitements de l'administration de référence de plus de 15 %. La délégation des Etats-Unis est sensible aux préoccupations qui ont été exprimées à propos d'un gel des traitements. Mais l'écart de 15 % lui semble suffisant et le système de rémunération doit continuer à obéir au principe Noblemaire. Sa réaction initiale à l'égard de la recommandation de la CFPI est donc négative mais elle se joindra volontiers à un débat sur cette question. La Commission n'a pas indiqué de façon précise comment elle est arrivée au chiffre de 8,5 % pour le relèvement du barème des traitements de base (barème plancher). Il est donc difficile de se prononcer sur cette proposition. D'autre part, comme le barème plancher intervient également dans le calcul de l'indemnité accordée au titre de la mobilité et de la difficulté des conditions de vie et de travail et des versements à la cessation de service, il faudrait examiner plus soigneusement la relation qui existe entre le barème et les indemnités, comme les pays nordiques l'ont proposé.

14. En ce qui concerne l'enquête sur les conditions d'emploi les plus favorables pour le personnel de la catégorie des services généraux à New York, la délégation des Etats-Unis appuie les conclusions de la CFPI sur la rémunération de ces agents et déplore vivement les mesures qui ont été prises par le Secrétaire général. Ces mesures portent atteinte à l'intégrité et à l'indépendance de la Commission et auront des répercussions néfastes sur le régime commun. Le problème exige une solution urgente.

15. S'agissant de l'indemnité pour frais d'études, il n'y a pas lieu de prévoir des arrangements provisoires à ce stade puisque la Commission réalisera une étude complète en 1991.

16. La délégation des Etats-Unis est préoccupée par les coûts associés aux recommandations qui concernent le service mobile mais elle reconnaît qu'elles ne sont pas dénuées de fondement.

(Mme Shearouse, Etats-Unis)

17. Le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions, révèle un excellent bilan pour la Caisse. La situation actuarielle semble généralement satisfaisante. La délégation des Etats-Unis approuve les modifications introduites dans les hypothèses actuarielles pour corriger la sous-estimation du taux de mortalité des hommes après la retraite. Elle serait également prête à appuyer une étude sur les incidences actuarielles d'un relèvement du plafond d'ancienneté ouvrant droit à pension (par. 21).

18. Il faut continuer à renforcer les placements directs et indirects dans les pays en développement. Les missions organisées à cette fin, comme celle qui a eu lieu en Afrique, sont certainement très utiles.

19. Il est regrettable que certains pays persistent à prélever des impôts sur le revenu des placements de la Caisse. Comme on semble avoir épuisé tous les recours, la Caisse devrait se dessaisir de ses avoirs dans les pays correspondants tant que les prélèvements n'auront pas été restitués.

20. La délégation des Etats-Unis se félicite des améliorations introduites dans la gestion du secrétariat de la Caisse des pensions. Parallèlement, elle partage l'intérêt que le CCQAB porte à la mise en service des principaux éléments du nouveau système informatique d'ici à 1992 et espère qu'on trouvera une solution aux problèmes d'espace.

21. S'agissant de la rémunération considérée aux fins de la pension des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, le Comité mixte n'a pas partagé le point de vue de la CFPI sur la fourchette de variation de la marge. La délégation des Etats-Unis n'est pas non plus convaincue qu'il soit nécessaire de fixer une telle fourchette pour la rémunération considérée aux fins de la pension, puisqu'elle découle directement de la rémunération nette qui est elle-même régie par une fourchette.

22. L'annexe IV du rapport du Comité mixte révèle des disparités considérables dans le montant des rémunérations considérées aux fins de la pension des fonctionnaires hors classe. Cette situation n'est pas normale. La délégation américaine appuie les démarches proposées à cet égard et espère qu'on adoptera des mesures pour harmoniser les montants considérés en 1991.

23. Pour résoudre certains problèmes particuliers, liés notamment aux fluctuations des taux de change, on a institué un régime des pensions à deux volets. Les nombreux ajustements ultérieurs l'ont rendu encore plus complexe. Il est clair qu'il faut envisager une solution à long terme pour créer un système d'ajustement satisfaisant. Lorsque la mesure provisoire établissant un plancher a été adoptée, le Comité mixte et l'Assemblée n'avaient pas prévu les difficultés qu'elle entraînerait. Aussi, la délégation américaine accueille-t-elle favorablement la création d'un groupe préparatoire (par. 128) qui serait chargé de mettre au point une solution à long terme au problème du calcul des pensions de base en monnaie

(Mme Shearouse, Etats-Unis)

locale et de revoir le système d'ajustement des pensions. Elle appuie également la création d'un groupe de travail préparatoire mixte CFPI-Comité mixte pour examiner la rémunération considérée aux fins de la pension des agents des services généraux.

24. En ce qui concerne l'aide demandée par l'OIT à la suite de deux jugements rendus récemment par le Tribunal administratif de cette organisation, la délégation des Etats-Unis appuie la recommandation du Comité mixte avec les trois conditions qui sont énoncées au paragraphe 190 de son rapport. Elle ne comprend pas les réticences de l'OIT à cet égard.

25. Aucune véritable solution n'est en vue pour la question du droit des conjoints et anciens conjoints à une pension de veuve ou une pension de veuf (par. 168). Elle est certainement très complexe. Néanmoins, comme il est probable que le problème deviendra encore plus aigu, dans l'avenir, la délégation des Etats-Unis espère que le Comité mixte poursuivra ses efforts pour trouver une réponse adéquate.

26. M. HAMILA (Jamahiriya arabe libyenne) dit que la méthode utilisée pour les barèmes des traitements est obscure et complexe. Les recommandations formulées dans le rapport de la CFPI la compliquent encore davantage, outre les charges financières excessives que l'on impose par ailleurs aux Etats Membres, en particulier aux pays qui connaissent déjà de graves difficultés économiques. Par conséquent, la délégation libyenne considère que ces recommandations sont difficiles à accepter et elle engage la Commission à poursuivre ses efforts pour parvenir à un régime de rémunération qui soit simple et transparent.

27. L'argument selon lequel on rencontrerait des difficultés au sein du système des Nations Unies pour recruter et maintenir un personnel compétent du fait de la dégradation des conditions d'emploi paraît peu crédible. Au contraire, la Libye constate que les pays continuent de présenter des candidats hautement qualifiés aux postes vacants dans les organisations internationales. Il suffit d'utiliser pleinement ce potentiel. La délégation libyenne ne pense pas non plus que l'on sera nécessairement conduit à geler les traitements dans les lieux d'affectation où le coût de la vie est élevé si la méthode actuelle est maintenue. A son avis, les recommandations formulées au paragraphe 124 b) (révision des dispositions relatives au logement pour les sous-secrétaires généraux, les secrétaires généraux adjoints ou les fonctionnaires occupant des postes de rang équivalent), au paragraphe 207 (relèvement de 8,5 % du barème des traitements de base) et au paragraphe 251 (montant maximum de l'indemnité pour frais d'études et plafond des frais d'internat) ne sont pas justifiées. Enfin, elle tient à exprimer sa préoccupation devant le fait que le Secrétaire général a refusé d'appliquer le barème recommandé par la CFPI pour les agents des services généraux. Elle espère que le Secrétariat donnera des explications satisfaisantes et que cette situation ne se reproduira pas.

28. M. DANKWA (Ghana) est d'avis que les efforts déployés par l'Assemblée générale pour mettre sur pied un régime commun applicable à tous les organismes du système des Nations Unies méritent d'être poursuivis sans relâche. Il est incontestable que des emplois exigeant des niveaux de responsabilité et de compétence comparables

(M. Dankwa, Ghana)

doivent être rétribués de la même manière. Il est réjouissant de constater la pleine participation du GATT et du FIDA aux travaux de la CFPI. Ces deux organisations devraient prendre les mesures nécessaires pour adhérer au statut de la Commission.

29. Tout en accueillant favorablement toute mesure permettant une participation efficace de tous les intéressés, et notamment du personnel aux travaux de la Commission, comme le prévoient l'article 12.3 de son statut et les articles 36 et 37 de son règlement intérieur, la délégation ghanéenne juge préoccupante la tendance actuelle consistant à faire de la CFPI un organe de négociation, ce qui va à l'encontre de l'article 6 de son statut et remet en question son objectif même. En effet, la Commission est un organe technique qui doit s'acquitter des fonctions énoncées au chapitre III de son statut, indépendamment de toute influence extérieure, quelle qu'elle soit. Les possibilités de consultation avec divers organes, qui sont prévues aux articles 36 et 37 du règlement intérieur et à l'article 12 du statut de la Commission, ne visent qu'à lui permettre de rassembler et d'analyser les renseignements techniques nécessaires à la formulation de ses recommandations et décisions. En autorisant des non-membres à participer à ses séances, notamment lorsque des décisions étaient prises, la Commission semble avoir enfreint les dispositions de l'article 35 de son règlement intérieur, aux termes duquel toutes les recommandations et décisions de fond sont adoptées à huis clos. L'Assemblée générale devrait préciser clairement ce qu'elle attend de la Commission. Celle-ci peut soit rester un organe indépendant et partial chargé de rassembler et d'analyser des renseignements sur lesquels fonder ses recommandations et décisions, soit représenter l'Assemblée générale lors des négociations avec le personnel, mais elle ne peut remplir ces deux fonctions. Il faut espérer que l'Assemblée générale lèvera toute ambiguïté à cet égard pendant la session en cours. L'Assemblée devrait aussi s'en tenir au rôle qui lui est dévolu en vertu de l'article 10 du statut de la Commission et non pas se substituer à celle-ci ni remplir les mêmes fonctions. C'est pourquoi, en examinant le rapport de la CFPI, l'Assemblée devrait s'attacher davantage aux principes applicables à l'établissement des conditions d'emploi du personnel, des barèmes des traitements ainsi que des ajustements, indemnités et prestations. Or, c'est précisément parce que l'Assemblée générale n'est pas censée s'occuper des aspects techniques que, en vertu de l'article 11 de son statut, la Commission fixe les modalités d'application des principes, approuvés par l'Assemblée générale, qui sont applicables à la détermination des conditions d'emploi. En revanche, l'Assemblée générale doit s'occuper essentiellement des incidences politiques, administratives et budgétaires des principes et des modalités. La délégation ghanéenne espère que la Commission tiendra compte de cette distinction lors de l'établissement de son rapport et épargnera à l'Assemblée générale les considérations techniques complexes qui la conduisent parfois à prendre des décisions sans en saisir pleinement les incidences.

30. S'agissant de la marge entre les rémunérations nettes, il incombe à la Commission de suivre la situation à travers le monde de façon à faire en sorte que la fonction publique de référence reste celle qui est la mieux rémunérée. Correctement maintenue, cette marge vise à rendre compétitives les conditions

(M. Dankwa, Ghana)

d'emploi des fonctionnaires avant et après leur départ à la retraite. C'est pourquoi, de l'avis de la délégation ghanéenne, il ne serait pas justifié d'établir une marge dans le cas de la rémunération considérée aux fins de la pension.

31. Pour ce qui est de la méthode de calcul de la rémunération considérée aux fins de la pension, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions est favorable à la méthode appliquée en 1986 et révisée en 1989, alors que la CFPI recommande la méthode établie le 1er avril 1987. Il serait souhaitable que la Commission précise les différences existant entre ces deux méthodes ainsi que leurs incidences tant pour les fonctionnaires que pour l'Assemblée générale. Il serait aussi utile de comparer chacune de ces méthodes avec celle qu'applique la fonction publique de référence. La délégation ghanéenne souhaiterait en outre une comparaison entre le barème des contributions du personnel et le régime fiscal applicable aux agents de la fonction publique de référence.

32. Si le régime commun vise l'instauration d'une fonction publique internationale unifiée par l'application de normes, méthodes et dispositions communes en matière de personnel, la CFPI devrait examiner l'ensemble des questions pertinentes intéressant tous les fonctionnaires, y compris les fonctionnaires hors classe, dont la Commission n'a pas examiné la rémunération considérée aux fins de la pension lors de la révision complète des méthodes appliquées pour déterminer le barème de ladite rémunération. Il conviendrait en conséquence de charger la Commission, à la session en cours, d'étendre cette révision aux fonctionnaires hors classe.

33. Abordant la question de l'élément logement et de la structure de la rémunération, M. Dankwa estime que l'Assemblée générale devrait examiner cette question sous l'angle des grands principes d'établissement des conditions d'emploi. Le logement est déjà pris en considération, avec d'autres éléments, dans les conditions d'emploi offertes par la fonction publique de référence. Quant aux ajustements de poste, à condition d'être appliqués judicieusement, ils devraient permettre d'attirer des fonctionnaires dans les lieux d'affectation dits difficiles, où les organisations éprouvent des difficultés à conserver du personnel. Or, les ajustements sont peu à peu devenus une partie intégrante de la rémunération globale. De l'avis de la délégation ghanéenne, l'élément logement ne devrait pas être traité indépendamment du système d'ajustements. La formule de remboursement régressive devrait être maintenue, car elle a pour objet d'atténuer les difficultés d'installation ou de réinstallation des nouveaux fonctionnaires.

34. L'essentiel étant que le barème des traitements de base soit régulièrement ajusté pour rester aligné sur celui de la fonction publique de référence, la délégation ghanéenne approuve la recommandation de la Commission concernant un relèvement de 8,5 % prenant effet au 1er mars 1991.

35. Par ailleurs, le Ghana approuve l'initiative de la Commission concernant les enquêtes sur les conditions d'emploi des agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées. Ces enquêtes devraient être effectuées régulièrement afin de réduire au minimum le recours à des études globales qui n'abordent pas suffisamment les problèmes des fonctionnaires et imposent de lourdes

(M. Dankwa, Ghana)

charges financières aux organisations. Il serait peut-être utile que la Commission étudie le rapport entre les conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, qui sont fondées sur la fonction publique la mieux rémunérée, et celles des agents de la catégorie des services généraux, qui reposent sur les conditions d'emploi locales les plus favorables.

36. Enfin, la délégation ghanéenne appuie la décision du Secrétaire général de ne pas contester l'affaire portée devant le Tribunal administratif des Nations Unies, dans le souci de maintenir l'intégrité du régime commun, ainsi que la décision de la Commission de revenir sur cette question. Cela souligne la nécessité de créer d'urgence un tribunal administratif commun.

37. M. DUHALT (Mexique), tout en reconnaissant que les caractéristiques particulières de chacune des institutions spécialisées ont pu amener certaines d'entre elles à vouloir se dissocier du régime commun, demeure convaincu de la nécessité de maintenir ce régime commun de prestations pour le personnel de l'ensemble du système afin d'harmoniser les conditions d'emploi et d'assurer des rémunérations équitables et comparables. Le maintien d'un régime commun constitue en outre un facteur important si l'on veut parvenir à une bonne coordination et une administration homogène de tous les éléments du système et en éviter la désagrégation. A cet égard, la délégation mexicaine rend hommage à la CFPI pour ses efforts tendant à renforcer et à améliorer le régime commun ainsi qu'à améliorer son fonctionnement en tant que groupe d'experts et développer la participation des représentants du personnel à ses travaux. Elle ne doute pas que les nouvelles méthodes de travail adoptées aboutiront à une présentation plus claire du rapport de la Commission propre à faciliter la prise de décisions sur un thème d'une grande complexité technique. La révision du fonctionnement de la CFPI devrait également permettre à l'avenir à cet organe de se pencher sur d'autres questions relatives à l'administration du personnel, autres que la question des traitements et salaires, qui a quasiment accaparé toute son attention.

38. Tout en appuyant l'ensemble des recommandations présentées par la CFPI dans son rapport, la délégation mexicaine émet certaines réserves quant à quelques-unes des mesures concrètes recommandées.

39. En premier lieu, la proposition de la CFPI relative au logement et à la structure de la rémunération paraît compliquer davantage une question déjà complexe, si bien que la délégation mexicaine partage la préoccupation formulée par le représentant du Japon. Elle se pose les mêmes questions que la délégation argentine quant aux critères employés pour choisir les lieux d'affectation où le logement serait exclu du système d'ajustement et aux conséquences financières que pourrait avoir cette opération. En tout état de cause, étant donné qu'il s'agit de dispositions provisoires, il faudrait attendre un certain temps avant de pouvoir évaluer les avantages ou les inconvénients.

40. En deuxième lieu, la délégation mexicaine émet quelques réserves au sujet de la recommandation de la CFPI relative à la marge entre les rémunérations nettes, qu'elle n'accepte que parce que la CFPI entend éviter tout effet négatif sur la

(M. Duhalt, Mexique)

motivation des fonctionnaires du système. Elle reste cependant convaincue de la validité des dispositions de la résolution 44/198 et estime que la Commission devrait prendre à l'avenir les mesures nécessaires pour éviter que les marges annuelles s'écartent du point médian souhaitable de 115 %. Par ailleurs, il ne paraît pas opportun de considérer le niveau des traitements du secteur privé des Etats-Unis d'Amérique comme point de comparaison pour déterminer le niveau des rémunérations dans l'ensemble du système. Il importe d'appliquer scrupuleusement le principe Noblemaire et de procéder à des études périodiques au sujet du niveau de traitement de diverses fonctions publiques nationales afin de déterminer quelle devrait être la fonction publique de référence.

41. La pratique de certains Etats Membres consistant à verser des compensations financières à leurs ressortissants employés par l'Organisation est préoccupante. En effet, cette pratique non seulement va à l'encontre des principes d'indépendance et d'impartialité qui doivent régir la fonction publique internationale en créant un conflit d'intérêts, mais aussi est une source d'injustice dans le système de rémunération fondé sur le principe "à travail égal, salaire égal". Il faut espérer que la CFPI sera en mesure de proposer des mesures propres à remédier à cette situation.

42. Pour terminer, la délégation mexicaine tient à rendre hommage au Comité mixte de la Caisse commune des pensions pour les travaux qu'il a consacrés au cours de l'année écoulée à des questions particulièrement complexes.

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) {A/45/16 (Partie 1) et Add.1 et A/45/16 (Partie 2), A/45/226, A/45/370 et A/45/617 (également le point 119 de l'ordre du jour)}

43. M. ERDENECHULUUN (Mongolie) souscrit entièrement à l'avis du Secrétaire général, selon lequel "d'autres changements pourront s'avérer nécessaires afin de permettre à l'ONU de s'adapter de façon à pouvoir répondre efficacement à tous les nouveaux problèmes qui se posent" (A/45/226, par. 260), notamment en matière de croissance économique et de développement, de progrès social, de mise en valeur des ressources humaines, de protection de l'environnement et de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues. La délégation mongole se félicite en particulier du renforcement du rôle de l'Organisation en matière de maintien et de rétablissement de la paix, ainsi que des fonctions de bons offices du Secrétaire général. La charge financière accrue devrait être supportée par les parties aux divers conflits ou différends. Il ressort du rapport analytique du Secrétaire général que des progrès sensibles ont été enregistrés dans le domaine politique, où de nombreuses mesures ont été prises pour renforcer la capacité de l'Organisation de faire face à ses responsabilités essentielles. En outre, un certain nombre d'organes du système ont déployé des efforts louables pour rationaliser leur structure, mettre un frein à la prolifération des documents, adopter un cycle biennal pour leurs sessions, rationaliser leur programme de travail et mieux planifier et organiser leurs réunions. Des progrès appréciables ont aussi été enregistrés en ce qui concerne la réduction des effectifs du Secrétariat. Il est

(M. Erdenechuluun, Mongolie)

remarquable que ces nombreux changements encourageants aient été introduits en dépit de la crise financière que continue de traverser l'Organisation. A cet égard, un changement doit également s'opérer dans l'attitude des Etats Membres, qui doivent s'acquitter scrupuleusement de leurs obligations financières envers l'Organisation mondiale.

44. Le processus de réforme et de restructuration doit être étendu à d'autres domaines et en particulier aux questions économiques et sociales. La délégation mongole pense comme d'autres délégations qu'il convient d'accorder un rang de priorité élevé à la réforme des activités économiques et sociales de l'Organisation. Il est regrettable qu'après deux ans de négociations, la Commission spéciale créée par le Conseil économique et social n'ait pu aboutir à un accord. L'intervenant attend avec intérêt les propositions que le Secrétaire général présentera à la session en cours à l'issue de plusieurs réunions et consultations importantes tenues cette année dans ce domaine.

45. S'agissant des questions relatives au personnel, la répartition géographique reste déséquilibrée et il convient d'accorder une attention particulière au recrutement de ressortissants d'Etats Membres non représentés ou gravement sous-représentés. A ce propos, la délégation mongole partage la déception de la délégation ghanéenne quant à la représentation insuffisante des pays en développement aux échelons supérieurs du Secrétariat.

La séance est levée à 11 h 40.